

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

"Droit opposable" !
Réquisition des logements
vides ! Blocage des loyers !
**
Appliquer la loi SRU !**
Grand service public national
du logement !

Date de mise en ligne : vendredi 25 janvier 2007

- Social -

Démocratie & Socialisme

La question du logement est une question centrale pour tous les salariés, les chômeurs, les retraités et pour toute la jeunesse. Elle ne se limite pas aux Sdf, même si l'urgence criante est de loger immédiatement les Sdf.

Irruption des cris de la misère : à Noël 2006 apparaît le mouvement des "Don Quichotte" qui installe des tentes sur les bords du Canal St-Martin à Paris et dans de nombreuses villes. Des milliers de Sdf deviennent « voyants » sous ces lignées de tentes rouge sombre. Action spectaculaire qui connaît un grand succès médiatique.

La ministre Catherine Vautrin les accable de son mépris, mais sermonnée par Chirac elle les reçoit le lendemain de Noël et concède l'ouverture des centres d'accueil à partir de 7h du matin au lieu de 9 heures et le soir dès 17h au lieu de 19h, ce qui ne veut pas dire grand chose car les horaires de ces centres dépendent souvent des autorités locales et ont un personnel qui a aussi des droits, de même que les bénévoles. Elle annonce "70 millions d'euros", ce qui ne veut pas dire non plus qu'ils sortent dans la minute évidemment. Les Don Quichotte disent à juste titre qu'on se moque d'eux et que cette grande dame aristocratique, dans ses salons dorés, les bâtit froid.

Quelques jours plus tard, c'est le ministre dit de la « cohésion sociale », Borloo qui les reçoit. Les apparences au pouvoir : le Borloo mal rasé leur lâche à propos du budget des phrases du genre " J'espère que ces enc... abouleront le flouze". Les Don Quichotte impressionnés d'un tel représentant du peuple sous les ors de la République, sont séduits. Les "mesures concrètes" sont annoncées : création de 27 100 places pérennes disent les radios et TF1. C'est déjà ça. Mais il faut le préciser : les non logés et les très mal logés sont des centaines de milliers.

Deuxième précision : ces "places pérennes" créées non immédiatement mais promises pour "dans le courant de l'année 2007" consistent en 9000 places dans des maisons-relais, qui sont des foyers d'accueil de nuit collectifs dont il est dit qu'ils seraient ouverts 24 h sur 24, 4500 en Chrs (Centres d'Hébergement et de Réinsertion), 5000 chambres dites "de stabilisation", et 3000 appartements Hlm pour les Sdf "prêts à les intégrer"... et qui pourront payer le loyer.

Les acteurs Legrand, chefs des "Don Quichotte", ont immédiatement proclamé que le gouvernement avait résolu le problème des sans-abris et appelé à lever les campements. Les vrais Sdf dans les tentes ne sont évidemment pas convaincus et attendent des résultats concrets : les promesses, cela fait des décennies que chaque hiver, elles font florès. S'ils quittent leurs tentes, ils restent en attente...Le Dal et "Jeudi noir" occupent un immeuble vide rue de la banque dans le 2^e arrondissement et proclament le "Ministère de la crise du logement".

Pour un plan national du logement social public !

Le "droit au logement opposable" est une victoire, on devrait exiger qu'il soit inscrit dans la constitution lors de ce fameux congrès contituant de février 2007 convoqué par Chirac ! Un bon principe vaut mieux que deux "tu l'auras"...

Surtout quand on se rappelle que lors des votes pour la loi « Engagements national sur le logement » promulguée... il y a seulement six mois par Chirac, le gouvernement Villepin avait refusé les amendements socialistes pour ce fameux « droit opposable ».

Mais attention, ce droit doit avoir un contenu et des moyens correspondant. Car sinon cela peut se résumer au « droit » quand vous êtes expulsé ou à la rue, de vous payer un avocat pour réclamer des dommages et intérêts soit à l'Etat, soit aux communes, soit aux offices d'Hlm... En l'absence de logements sociaux (20% par commune, seuil

minimum légal, article 55 de la Loi Sru, déjà non respecté, et que l'Ump voulait supprimer, que Sarkozy ne respecte pas à Neuilly) cela reste une abstraction.

Il faut d'abord faire respecter les lois existantes, imposer des sanctions financières aggravées pour les réfractaires, à commencer par les Préfets qui ne signent pas les "arrêtés de carence" pour des raisons politiciennes. La Loi Sru permet aussi de substituer aux communes réfractaires en construisant des logements, mais personne n'ose appliquer cette disposition.

Il faudrait au minimum 120 000 nouveaux sociaux par an dans la législature à venir

En première lecture la "charte du canal Saint-Martin" est positive mais limitée : les revendications des "Enfants de Don Quichotte" concernent les foyers d'hébergement et dispositifs d'urgence, sans toucher ni aux logements disponibles ni aux montants des loyers, ni à un grand service public du logement (appuyé par la caisse des Dépôts, le livret A, le 1% logement...). Le « droit opposable » sera utile mais demeurera abstrait si trop peu de choses sont financées en matière de structures réelles et durables. Combien de mal-logés depuis l'Abbé Pierre et « les parents des enfants de Don Quichotte », de Cachan à Vincennes sont encore dans des hôtels coûteux et insalubres ?

Sans réforme structurelle en profondeur, il y aura toujours des centaines de milliers de non logés et de très mal logés, en plus des Sdf les plus voyants, c'est incontournable.

Restent donc les vraies questions :

- ▶ Réquisition en urgence des logements vides ! Cela n'est toujours pas mis en oeuvre alors qu'il y en aurait près de 2 millions dont l'immense majorité auprès « d'institutionnels », banques, promoteurs, agences immobilières...
- ▶ Blocage des loyers ! Un « bouclier logement » : pas plus de 25 % du salaire exigible consacré au logement. Une « couverture logement universelle » : des cautions solidaires et une protection contre les expulsions en cas de « coups du sort », licenciements, chômage, accidents de la vie...
- ▶ Plan national de construction de logements sociaux à court et moyen terme. Actions contre la spéculation foncière, et immobilière.

Après tant d'années d'incurie, chasser la droite les 22 avril et 6 mai prochains, battre Le Pen, Bayrou et Sarkozy, constitue forcément le passage nécessaire pour marcher dans cette direction.

Reste la question : quel gouvernement pourra ensuite appliquer ces vraies mesures d'urgence et réformes de structures ?

Un vrai gouvernement de gauche unie majoritaire ayant la volonté de mettre en oeuvre une profonde transformation sociale sinon... Sinon, on sera encore dans la même situation l'an prochain et les années suivantes.

Matti Altonen

Lire extraits du « Projet socialiste » p. 45 et 46, "supplément à l'Hebdo des socialistes du 26 août, et les extraits du projet FmD&S, D&S n°134 avril 2006